#### EMAIREL - Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

#### **EMAIREL**

Société Anonyme au capital de 1 270 000 euros D 9856

19 JUIL 2019

Siège social: 49, rue de Rohrwiller

67240 BISCHWILLER

**RCS STRASBOURG 332 891 126** 

## ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 12 JUIN 2018

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017

#### **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'élevant à (-) 212 704,41 euros de la manière suivante :

## (1) Calcul du résultat distribuable :

Résultat de l'exercice Auquel s'ajoute le report à nouveau antérieur	(-) 212 704,41 euros (-) 101 725,01 euros
Pour former un résultat distribuable de :	(-) 314 429,42 euros
(2) Affectation du résultat distribuable :	
Affectation au compte « Report à Nouveau » qui s'élève ainsi à (-) 314 429,42 euros	(-) 314 429,42 euros

Pour former un résultat affecté de :

(-) 314 429,42 euros

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme Le Président/du Conseil d'Administration M. Didier GLASSER

**EXEMPLAIRE**GREFFE

In Extenso Audit

Espace Européen de l'Entreprise 5 allée d'Helsinki B.P. 50043 - Schiltigheim 67012 Strasbourg Cedex

Tél. +33 (0)3 90 20 81 00 strasbourg@inextenso.fr

106 cours Charlemagne CS 40207 69286 Lyon Cedex 02

www.inextenso.fr www.reussir-au-quotidien.fr

## **EMAIREL**

Société Anonyme 49 route de Rohrwiller 67240 BISCHWILLER

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

## **EMAIREL**

Société Anonyme 49 route de Rohrwiller 67240 BISCHWILLER

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'assemblée générale de la société EMAIREL,

## Opinion: refus de certifier

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EMAIREL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

En raison de l'importance des points décrits dans la partie "Fondement du refus de certifier", nous sommes d'avis que les comptes annuels ne sont pas, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### Fondement du refus de certifier

#### Motivation du refus de certifier

La société EMAIREL connait des difficultés de trésorerie importantes depuis la fin d'année 2017, aggravées par une vision limitée du chiffre d'affaires 2018. Ces faits et perspectives sur l'exercice 2018 font peser des incertitudes significatives susceptibles de mettre en cause le principe de continuité d'exploitation appliqué pour la clôture des comptes au 31 décembre 2017.

De plus, l'annexe aux comptes annuels ne donne pas d'information pertinente sur cette incertitude significative et certaines informations importantes sont manquantes, notamment celle relative à la partie liée avec un risque de non recouvrement de créance non traduit dans les comptes clos au 31 décembre 2017.

Ces insuffisances sont de nature à fausser le jugement d'un tiers sur les comptes de la société EMAIREL.

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Nous attirons votre attention sur les incertitudes significatives liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation. Les comptes de la société EMAIREL ne donnent pas d'information pertinente sur ces incertitudes significatives.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que nous ne formulons pas d'appréciation complémentaire aux points décrits dans la partie "Fondement du refus de certifier".

## Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels appellent de notre part les mêmes constatations que celles formulées dans la partie "Fondement du refus de certifier".

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

#### En outre:

• il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Schiltigheim, le 25 mai 2018 Le commissaire aux comptes,

In Extenso Audit

Óamél Allimant

## **BILAN ACTIF**

		Exercice N 31/12/2017 12			Exercice N-1 31/12/2016 12	Ecart N / N-	1
	ACTIF	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)						
	Immobilisations incorporelles Frais d'établissement Frais de développement Concessions, brevets et droits similaires Fonds commercial (1) Autres immobilisations incorporelles Avances et acomptes	23 283 87 558	83 002	23 283 4 556	7 505	23 283 2 949-	39.30-
CTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations corporelles Terrains Constructions Installations techniques, matériel et outillage Autres immobilisations corporelles Immobilisations en cours Avances et acomptes	113 554 2 644 339 3 416 507 233 609	2 452 083 2 624 467 214 998	113 554 192 256 792 041 18 611	113 554 255 853 830 899 20 519	63 598- 38 858- 1 908-	24.86- 4.68- 9.30-
ACTI	Immobilisations financières (2)  Participations mises en équivalence Autres participations Créances rattachées à des participations Autres titres immobilisés Prêts Autres immobilisations financières	3 374 88 242 9 532 6 619 9%		3 374 88 242 9 532 1 245 448	3 374 94 436 9 132 1 335 272	6 194- 400 89 824-	6.56- 4.38 6.73-
	Total II	6 619 99	3 374 330	1 Z4J 440	1 333 272		
ULANT	Stocks et en cours  Matières premières, approvisionnements En-cours de production de biens En-cours de production de services Produits intermédiaires et finis Marchandises	363 912 36 34 159 35 3 00	2 741	318 009 33 605 147 344 3 003	114 294 240 966	42 628- 80 689- 93 622- 1 913-	38.85-
ACTIF CIRCUI	Avances et acomptes versés sur commandes  Créances (3)  Clients et comptes rattachés  Autres créances  Capital souscrit - appelé, non versé	708 37 360 57		622 284 360 573	1	11	204.50 48.29
	Valeurs mobilières de placement Disponibilités Charges constatées d'avance (3)	2 44 11 44 61 12	10	2 440 11 440 61 129	5 067	6 372	125.75
s de	Total III	1 706 5	70 146 747	1 559 82	2 1 258 125	301 697	23.98
Comptes de	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) Primes de remboursement des obligations (V) Ecarts de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	8 326 5	68 5 521 297	2 805 27	0 2 593 398	211 873	8.1

<sup>(1)</sup> Dom droit au bail

<sup>(2)</sup> Dont à moins d'un an (3) Dont à plus d'un an

## **BILAN PASSIF**

	DA COTE	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N/N-	
	PASSIF		31/12/2016 12	Euros	<u>%</u>
	Capital (Dont versé : 1 270 000 ) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecarts de réévaluation	1 270 000	1 270 000		
UX ES	Réserves  Réserve légale  Réserves statutaires ou contractuelles  Réserves réglementées  Autres réserves	:			
CAPITAUX	Report à nouveau	101 725-	137 360-	35 635	25.94
CAI	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	212 704-	35 635	248 340-	696.89
	Subventions d'investissement Provisions réglementées	25 929	52 975	27 045-	51.05-
	Total I	981 500	1 221 250	239 750-	19.63-
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées				
	Total II	<u> </u>			
PROVISIONS	Provisions pour risques Provisions pour charges	38 555 38 555		1 138 1 138	3.04 3.04
	Total III				
DETTES (1)	Dettes financières  Emprunts obligataires convertibles  Autres emprunts obligataires  Emprunts auprès d'établissements de crédit  Concours bancaires courants  Emprunts et dettes financières diverses  Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	38 27: 109 81 47 81:	7 31 728	28 311	246.12
Ω .	Dettes d'exploitation  Dettes fournisseurs et comptes rattachés  Dettes fiscales et sociales	675 96 403 89	1	11	1
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	509 45	8 622	508 836	NS
de					
Comptes de Régularisation	Total IV	1 785 21	5 1 334 731	450 485	33.75
Col	Ecarts de conversion passif (V)				, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	2 805 2	70 2 593 398	, , ;	8.17
	CN Dates of problete constraints (Payance & nation d'un an	1 765 10	63 1 296 459	) — [S	

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

M EXTENS MUCH

## COMPTE DE RESULTAT

roduits d'exploitation (1)	France	Exportation	Total	31/12/2016 12	Euros	<u>%</u>
oduits d'exploitation (1)	,					
oduite d'exploitation (1)	1					
dulis a exploitation (x)					}	
					]	
	10.000		18 229	41 682	23 453-	56.27
Ventes de marchandises	18 229	015 023	4 008 251	4 486 704	478 453	10.66
Production vendue de biens	3 093 228	915 023 77 787	158 214	253 418	95 204-	37.57
Production vendue de services	80 427	11 101	130 214	255 410	, , ,	-,,-
Chiffre d'affaires NET	3 191 884	992 810	4 184 694	4 781 803	597 110-	12.49
			211 514-	68 612	280 126	408.28
Production stockée			23 283		23 283	
Production immobilisée			7 072	4 054	3 019	74.4
Subventions d'exploitation Reprises sur dépréciations, provisions (et amortiss	sements), transfer	ts de charges	102 420	47 486	54 933	115.6
Autres produits	,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	-	38	267	230-	85.8
otal des Produits d'exploitation (I)			4 105 992	4 902 223	796 230-	16.2
otal des Fibuuits d'exploitation (1)						
Charges d'exploitation (2)						
A. L. v. da savanhandinan			14 268	25 224	10 956	43.4
Achats de marchandises Variation de stock (marchandises)			1 913	27	1 886	NS
Variation de stock (matematica)					<b> </b>	
Achats de matières premières et autres approvision	nnements		1 843 772		11	
Variation de stock (matières premières et autres a	approvisionnemer	its)	40 804	23 665	64 469	272.
			903 585	989 074	85 489	8.
Autres achats et charges externes *			102 062			1
Impôts, taxes et versements assimilés			916 65		11	1
Salaires et traitements			289 454		[1]	1
Charges sociales			209 45	202 000	1	
Dotations aux amortissements et dépréciations			1			1
Sur immobilisations : dotations aux amort	tissements		250 48	0 257 070	6 591	2.
Sur immobilisations : dotations aux dépré					11	1
Sur actif circulant : dotations aux dépréci			81 93	1	11	1
Dotations aux provisions			1 13	8 70	5   433	61.
Autres charges			1	1 6	3 S1	82.
•						
Total des Charges d'exploitation (II)			4 446 08	4 879 75	1 433 670	H 8
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			340 08	38- 22 47	2 362 560	) N
Quotes-parts de Résultat sur opération faite	es en commun					
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						JAVE

<sup>(1)</sup> Dont produits afférents à des exercices antérieurs

17 827 7 386



<sup>(2)</sup> Dont charges afferentes à des exercices antérieurs

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N	-1
	31/12/2017 12		Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3)	3 108	1 848	1 260	68.17
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			]	
Différences positives de change		1		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	278 !	105	173	164.23
Total V	3 386	1 954	1 433	73.35
Charges financieres				
•				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	20 282	20 992	710-	3.38
Intérêts et charges assimilées (4)	20 282	20 992	,10	3.3
Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			1	
	20 282	20 992	710-	3.3
Total VI				
2. Résultat financier (V-VI)	16 896	19 039	2 143	11.2
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	356 984	3 433	360 418-	NS
Produits exceptionnels		i		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	17 827		17 827	_
Produits exceptionnels sur opérations en capital	163 045	70 490	92 555	131.3
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			<b> </b>	ļ
Total VII	180 872	70 490	110 382	156.5
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7 386	6 023	1 363	22.6
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	45 268	50 900	5 632	11.0
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Total VIII	52 654	56 923	4 270	7.
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	128 219	13 567	114 652	845.
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	16 06	18 635	2 574	13.
Total des produits (I+III+V+VII)	4 290 25	1 4 974 667	684 415	13.
		<u> </u>	436 076	8.
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	4 502 95	1		MIF
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	212 70		- 1 til	696.
Y compris Redevance de crédit hail mo	hilier 103 83	2 149 240	) (ප්	

<sup>.</sup> Redevance de crédit bail inunobilier

<sup>(3)</sup> Dont produits concernant les entreprises liées

<sup>(4)</sup> Dont intérêts concernant les entreprises liées

', Société EMAIREL 49 rue de Rohrwiller

67240 BISCHWILLER

## ANNEXE DU 01/01/2017 AU 31/12/2017

CABINET ROSTAING

14 RUE FREDERIC JAPY

25200 MONTBELIARD 03 81 32 12 33



Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

#### FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

## - REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

## Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

#### Changement de méthode

Les changements de méthode de présentation, survenus au cours de l'exercice, sont les suivants:

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

6001 9

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

## Etat des immobilisations

		Valeur brute début	tations	
		d'exercice	Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissements et de développement	TOTAL			23 283
Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	87 558		
Terrains		113 554		
Constructions sur sol propre		2 009 001		
Installations générales agencements aménagements des constru	actions	635 338		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		3 386 369	l	185 312
Installations générales agencements aménagements divers		31 398	1	
Matériel de transport		107 159		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		91 930		3 122
	TOTAL	6 374 749		188 434
Autres titres immobilisés	<u> </u>	3 374		
Prêts, autres immobilisations financières		103 567		
	TOTAL	106 941		
TOTAL	GENERAL	6 569 249		211 717

	Diminutions		Valeur brute en fin	Réévaluation Valeur d'origine
	Poste à Poste	Cessions	d'exercice	fin exercice
Frais établissement et de développement TOTAL			23 283	23 283
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			87 558	
Terrains			113 554	l I
Constructions sur sol propre			2 009 001	2 009 001
Installations générales agencements aménagements constr.			635 338	635 338
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		155 174	3 416 507	3 416 507
Installations générales agencements aménagements divers			31 398	31 398
Matériel de transport			107 159	107 159
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			95 052	95 052
TOTAL		155 174	6 408 010	6 408 010
Autres titres immobilisés			3 374	3 374
Prêts, autres immobilisations financières	5 794	0-	97 774	97 774
TOTAL	5 794	0-	101 148	101 148
TOTAL GENERAL	5 794	155 173	6 619 998	6 619 998

CABINET ROSTAING

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

## Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exerc	ice	Montant de	1	Dotatio de l'exerc		Diminution Reprise			ntant xercio	e
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	80	053	2	949					002
Constructions sur sol propre		1 821	038	41	465				862	- 1
Installations générales agencements aménage	ments constr.	567	448	22	133				589	1
Installations techniques, Matériel et outillage		2 555	470	178	904	109	907	2	624	
Installations générales agencements aménage	ments divers	31	398							398
Matériel de transport		92	306	2	729				-	035
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		86	264	2	301					565
	TOTAL	5 153	924	247	532	109			291	
TOTAL	GENERAL	5 233	976	250	481	109	907	5_	<u> 374</u>	550

Ventilation des dotations	Amortissements Amortissements An		Amortissements	Amortissements dérogatoire	
de l'exercice	linéaires	dégressifs	exceptionnels	Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	2 94	)			
Constructions sur sol propre	41 46	5	]		
Instal.générales agenc.aménag.constr.	22 13	3			
Instal.techniques matériel outillage indus.	178 90	4			
Matériel de transport	2 72	9			1
Matériel de bureau informatique mobilier	2 30	1			
TOTAL	247 53	2			<del> </del>
TOTAL GENERAL	250 48	1			<u> </u>

## Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	37 417	1 138			38 555
TOTAL	37 417	1 138		<u> </u>	38 555

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur stocks et en cours	96 033	60 654	96 033		60 654
Sur comptes clients	65 058	21 284	249		86 093
TOTAL	161 091	81 938	96 282		146 747
TOTAL GENERAL	198 508	83 076	96 282		185 302
Dont dotations et reprises d'exploitation		83 076	96 282		

ROSTAING ALICE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

## Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	_	88 242	88 242	
Autres immobilisations financières		9 532	9 532	
Clients douteux ou litigieux		47 788	1	
Autres créances clients		660 589	660 589	
Personnel et comptes rattachés		4 763	4 761	!
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	ļ	974	1	
Impôts sur les bénéfices		40 281	40 287	
Taxe sur la valeur ajoutée		16 30:	16 303	
Divers état et autres collectivités publiques		7 36	7 369	1
Groupe et associés		193 95	193 951	
Débiteurs divers		96 92	96 928	
Charges constatées d'avance		61 12	61 125	
Charges constances a avance	TOTAL	1 227 84	1 227 848	<u></u>
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice		6 19	4	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	109 817	109 817		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	38 272	18 220	20 052	
Emprunts et dettes financières divers	3 310	3 310		
Fournisseurs et comptes rattachés	675 963			
Personnel et comptes rattachés	110 330	110 330		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	129 505			
Taxe sur la valeur ajoutée	130 681	130 681		
Autres impôts taxes et assimilés	33 380	1		
Groupe et associés	44 500			
Autres dettes	509 458			
TOTAL	1 785 215		20 052	<u> </u>
Emprunts remboursés en cours d'exercice	59 395	l.		
Montant emprunts et dettes contractés aup.ass.pers.phys.	44 500	J		

### Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

	Valeurs		Nombre	de titres	
Différentes catégories de titres	nominales en euros	Au début	Créés	Remboursés	En fin
ACTIONS	50.8000	25 000			25 000

Sala alle

distractions of Algebra

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

## Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

## Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

#### Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Catégorie Constructions Agencements et aménagements Installations techniques Matériels et outillages	Linéaire Linéaire Linéaire Linéaire	20 ans 20 ans 10 à 20 ans 7 à 10 ans 7 à 10 ans
Matériel de transport Matériel de bureau	Linéaire Linéaire	7 a 10 ans 10 ans

## Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

### Evaluation des produits et en cours

(PCG Art. 831-2)

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

## Dépréciation des stocks

(PCG 831-2/3.2 et 831-2/6)

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

#### Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

## Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	8 402
Total	8 402

### Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 255
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 463
Dettes fiscales et sociales	144 728
Total	188 445

## Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	61 125
Total	61 125

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

## - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

## Dettes garanties par des sûretés réelles

(PCG Art. 531-2/9)

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	375 000
Total	375 000

## Détail des dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunt du : BANQUE POPULAIRE

Montant initial de cette garantie : 30 000 Montant restant dû en capital : 16 861

Nature de la sûreté réelle : NEANT

Emprunt du : SOCIETE GENERALE

Montant initial de cette garantie : 37 500 Montant restant dû en capital : 21 411

Nature de la sûreté réelle : NEANT

Nantissement compte Bancaire et Gage sans dépossession CIC

## **Engagements financiers**

(PCG Art. 531-2/9)

## Engagements donnés

		91	350
Engagements en matière de pensions			
Autres engagements donnés :		307	500
Nantissement matériel et outillage	307_500		
Total (1)		398	850

#### Engagements recus

W Phys.

CABINET ROSTAING

A Chambrack

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

#### Crédit bail

(Code monétaire et financier R 313-14; PCG Art.531-2/9)

Nature	Terrains	Constructions	Instal.Matériel et Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			591 900		591 900
Amortissements - cumuls exercices antérieurs			132 761		132 761
Total			132 761		132 761
Redevances payées - cumuls exercices antérieurs - exercice			435 367 89 600 524 967		435 367 89 600 524 967
Total Redevances restant à payer - à un an au plus - entre 1 et 5 ans			87 422 20 222		87 422 20 222
Total			107 644		107 644

## Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

## - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

## Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

## Transferts de charges

(PCG Art. 831-2/13)

## Charges et produits sur exercices antérieurs

(PCG Art. 831-2/13)

1 63 EX 19

CABINET ROSTAING

A	N	N	E	X	E

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Le 03/05/2018 GLASSER DIDIER PRESIDENT

CABINET ROSTAING

Tableau des résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

(Code du Commerce Art. R 225-102)

	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE Capital social Nbre des actions ordinaires existantes Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes Nbre maximal d'actions futures à créer - nar conversion d'obligations	1 700 000 25 000	1 270 000 25 000	1 270 000 25 000	1 270 000 25 000	1 270 000 25 000
- par exercice de droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS Chiffre d'affaires hors taxes	3 186 915	5 170 784	5 186 895	4 781 803	4 184 694
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions Impôts sur les bénéfices	319 074- 42 695-	74 834 29 287-	215 419 16 705-	292 951 18 635-	8 508 16 061-
Participation des salariés au titre de l'exercice Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions Résultat distribué	539 277-	124 054-	13 307-	35 635	212 704-
RESULTAT PAR ACTION Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	11.06-	4.16	9.28	12.46	0.98
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions Dividende distribué à chaque action	21.57-	4.96-	0.53-	1.43	8.51-
PERSONNEL  Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice Montant de la masse salariale de l'exercice	36 773 521	35 907 912	38 878 722	40	916 657
Montant des sommes versées au titre des avantages	282 631	335 036	322 868	328 901	340 945